

Accord professionnel

LIBRAIRIE

ACCORD DU 29 JANVIER 2008

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET0850369M

Article 1^{er}

Par le présent accord, il est institué un régime de prévoyance au profit du personnel des entreprises entrant dans le champ d'application qui suit afin de lui assurer le service :

- de prestations complémentaires à celles servies par la sécurité sociale en cas d'incapacité temporaire ou d'invalidité ;
- d'une garantie décès,

dans les conditions définies ci-après.

Article 2

Sont visés :

- les commerces de librairie qui relèvent principalement du code 52.4 R, à l'exclusion des commerces dont l'activité principale consiste en la vente de produits de papeterie ou de presse ;
- les commerces de livres d'occasion qui relèvent principalement du code 52.5 Z, à l'exclusion des commerces dont l'activité principale consiste en la vente de livres anciens et de valeur.

En cas de conflit de conventions collectives de branche applicables, le critère de détermination de la convention collective applicable est celui du chiffre d'affaires réalisé par l'activité de vente de livres.

Dès lors que la vente de livres procure à une entreprise la plus grande partie de son chiffre d'affaires annuel, la présente convention collective doit être appliquée.

Article 3

Garantie incapacité-invalidité au profit du personnel non cadre et cadre

1. Incapacité

Le bénéfice de la garantie est accordé dès la date d'embauche, sans condition d'ancienneté, sous réserve de la prise en charge par la sécurité sociale.

Les salariés bénéficieront de la garantie en relais des obligations de maintien de salaire à 90 % prévues à la convention collective.

Pour ce qui concerne les salariés ne bénéficiant pas des garanties de maintien de salaire (ancienneté insuffisante), une franchise fixe et continue de 60 jours sera appliquée à chaque arrêté.

Le montant des indemnités journalières versées sera égal au complément nécessaire pour que le salarié reçoive 100 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale, quelle que soit la cause de son arrêt de travail. Cette indemnité servie par le régime de prévoyance sera versée en complément à la 2^e période de la garantie employeur et en relais de celle-ci.

2. Invalidité

Le salarié classé par la sécurité sociale en invalidité de 2^e ou 3^e catégorie ou bénéficiant d'une rente pour accident du travail ayant entraîné un taux d'incapacité d'au moins 66 % recevra une indemnisation dont le montant est égal à 100 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale.

Le salarié cadre reconnu en invalidité de 1^{re} catégorie par la sécurité sociale recevra une indemnisation qui lui permettra de percevoir en cas de :

- maladie et accident non professionnels : 45 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale ;
- maladie professionnelle et accident du travail : 60 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale.

Le salarié non cadre reconnu en invalidité de 1^{re} catégorie par la sécurité sociale recevra une indemnisation égale à 45 % du salaire net à payer qu'il aurait perçu s'il avait continué normalement à travailler, déduction faite des prestations brutes servies par la sécurité sociale, quelle que soit la cause d'invalidité.

Les indemnités prévues à l'article 2 cessent dès que la sécurité sociale arrête le versement des prestations en espèces, ou lors du service de la pension vieillesse pour inaptitude au travail, et au plus tard à la date de mise à la retraite.

En tout état de cause, l'indemnisation prévue ne peut conduire l'intéressé à percevoir une rémunération supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité.

Le salaire net à payer servant au calcul des prestations du régime de prévoyance est égal au salaire net moyen perçu au cours des 12 mois civils précédant l'arrêt de travail.

Article 4

Garantie décès, invalidité permanente et absolue

1. Pour le personnel non cadre

En cas de décès d'un salarié non cadre, il est versé aux bénéficiaires un capital dont le montant varie en fonction de la situation de famille du salarié non cadre :

- salariés célibataires, veufs, divorcés sans personne à charge 75 % du salaire annuel brut ;
- salariés mariés ou ayant une personne à charge : 100 % du salaire annuel brut (personne à charge : au sens admis par la sécurité sociale).

Ensuite, majoration de 25 % du salaire annuel brut par personne à charge. Cependant si parmi les personnes à charge se trouve un ou plusieurs enfants, la majoration sera transformée en rente éducation, égale à 5 % du salaire annuel brut, et ce quel soit l'âge de l'enfant (jusqu'à 18 ans ou 25 ans en cas de poursuite d'études supérieures).

2. Pour le personnel cadre

En cas de décès du salarié cadre, il est versé aux bénéficiaires un capital dont le montant varie en fonction de la situation de famille du salarié cadre :

- salariés célibataires, veufs, divorcés sans personne à charge 240 % du salaire annuel brut ;
- salariés mariés ou ayant une personne à charge : 320 % du salaire annuel brut (personne à charge : au sens admis par la sécurité sociale).

Ensuite, majoration de 80 % du salaire annuel brut par personne à charge. Cependant si parmi les personnes à charge se trouve un ou plusieurs enfants, la majoration sera transformée en rente éducation égale à 12 % du salaire annuel brut, et ce quel que soit l'âge de l'enfant (jusqu'à 18 ans ou 25 ans en cas de poursuite d'études supérieures).

3. Clauses communes

L'invalidité permanente et absolue (3^e catégorie sécurité sociale) donne lieu à versement par anticipation du capital fixé ci-dessus. En cas de décès du conjoint, postérieurement ou simultanément au décès du salarié, il est versé aux enfants restant à charge un capital égal à 100 % de celui versé lors du décès du salarié, sous réserve que le conjoint soit âgé de moins de 65 ans et qu'il ne soit pas remarié.

Le salaire de référence servant de base de calcul des prestations est égal à 12 fois le salaire brut (hors primes et gratifications) perçu au cours du mois civil précédant l'arrêt de travail, auquel s'ajoutent les primes et gratifications perçues au cours des 12 mois précédents.

Pour le personnel cadre, le salaire de référence est limité à la tranche A.

Article 5

Clause de revalorisation

Ce salaire de référence sera annuellement revalorisé en fonction de l'indice d'évolution du point AGIRC pour le personnel cadre et du point ARRCO pour le personnel non cadre.

Article 6

Mise en œuvre du régime

Les entreprises entrant dans le champ d'application de la présente convention sont tenues d'adhérer pour les garanties prévues au présent accord au groupement national de prévoyance (GNP), union d'institutions de prévoyance agréée par arrêté du ministère des affaires sociales et de l'emploi, en date du 26 mars 1987.

Les entreprises qui auraient conclu un contrat de prévoyance avant la date de signature du présent accord pourront maintenir leur adhésion au régime antérieur à condition de faire bénéficier leurs salariés de garanties supérieures, appréciées risque par risque.

Un comité de gestion constitué par les signataires du présent avenant est chargé d'étudier le suivi du régime et son fonctionnement. Il se réunira au moins 1 fois par an.

Article 7

Répartition des cotisations

Les cotisations afférentes aux garanties prévues au présent avenant sont réparties à raison de 50 % à la charge de l'employeur et 50 % à la charge du salarié.

Cependant la cotisation de 1,50 % sur la tranche A des salaires afférente à la garantie incapacité, invalidité, décès du personnel cadre est, conformément à la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, à la charge de l'employeur.

Pour les garanties incapacité de travail, invalidité et décès du personnel non cadre, les cotisations sont fixées à 0,63 % des salaires bruts.

Pour la garantie incapacité de travail, invalidité et décès du personnel cadre, la cotisation est fixée à 1,50 % des salaires versés, dans la limite du plafond de la sécurité sociale, et à 0,90 % des salaires versés, au-dessus du plafond de la sécurité sociale.

Article 7 bis

Convention de gestion

Une convention de gestion entre les partenaires sociaux et les organismes désignés, conclue dans un délai de 3 mois suivant la date d'arrêté d'extension du présent avenant, précisera les modalités de mise en œuvre du régime de prévoyance.

Article 8

Dépôt du présent accord

Le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et des conventions collectives ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 9

Extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer les démarches nécessaires pour obtenir l'extension du présent avenant.

Article 10

Durée et date d'entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une période qui s'achèvera le 31 décembre 2009 et entre en vigueur à sa date d'extension.

La convention collective en cours de négociation pourra substituer à cet accord, avant son terme, de nouvelles dispositions en matière de prévoyance annulant les présentes.

Fait à Paris, le 29 janvier 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat de la librairie française ;

Fédération française syndicale de la librairie.

Syndicats de salariés :

SNPELAC-CFTC ;

FCCS CFE-CGC ;

FNECS CFE-CGC ;

Fédération des services CFDT.